

CIVICA MAGAZINE

Numéro 17 - décembre 2017 - janvier 2018

*Civica vous souhaite
une bonne année 2018 !*



Voyage d'étude 2017

p.9



Semaine internationale des droits de l'enfant

p.14



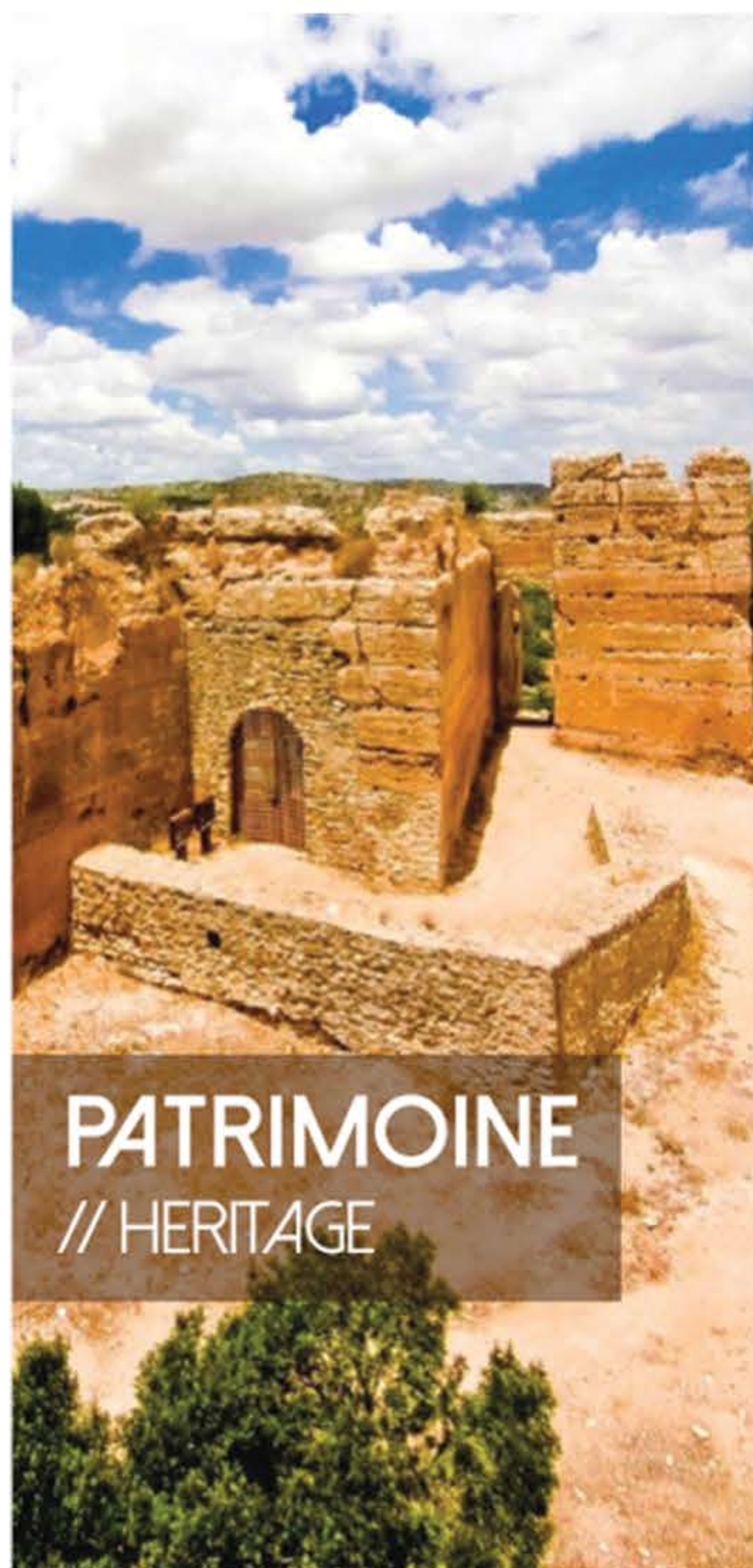
Moi candidat !

p.19



AMUSEMENT

// FUN



PATRIMOINE

// HERITAGE



GASTRO NOMIE

GASTRONOMY



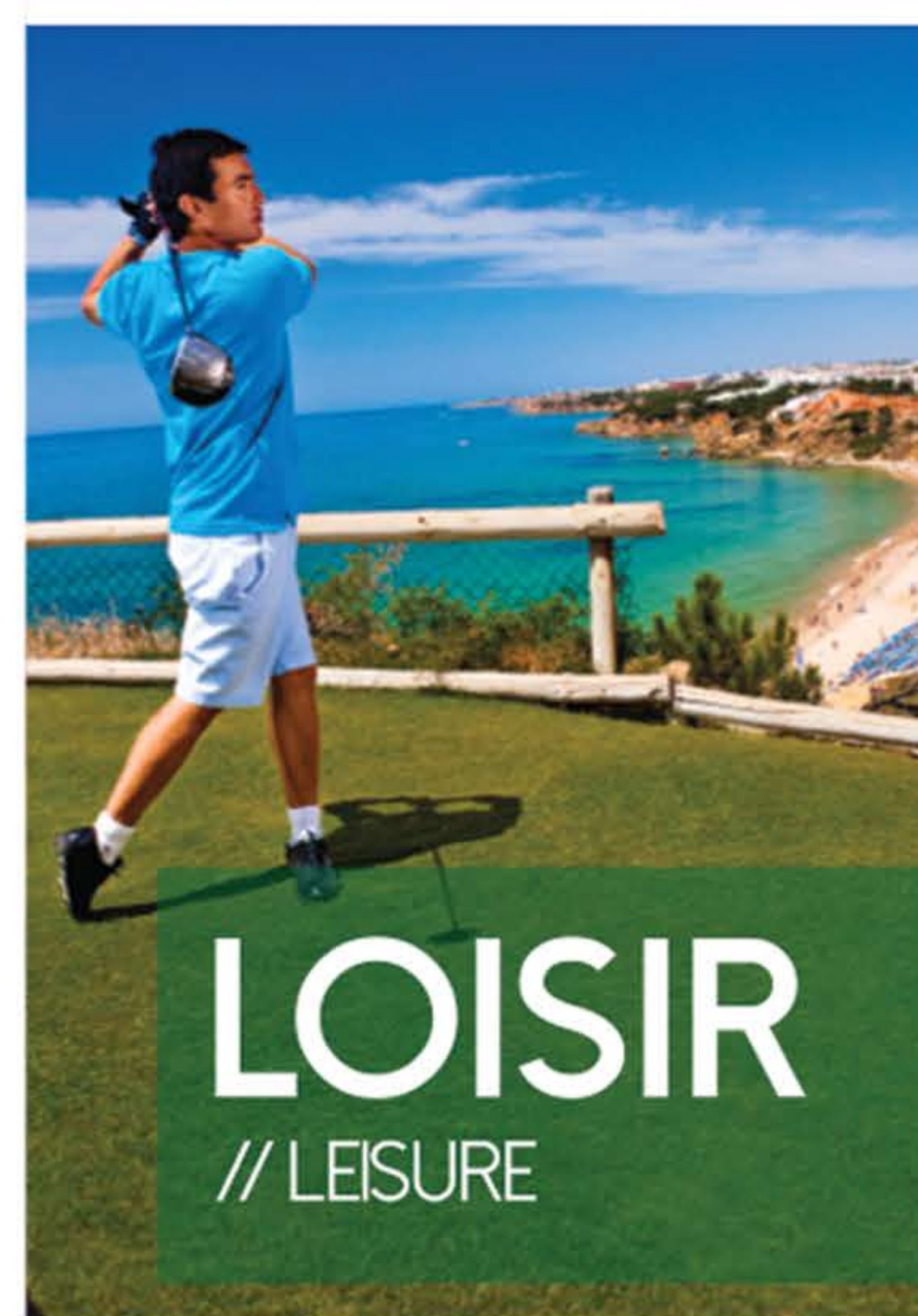
SPORT ET NATURE

// SPORTS AND NATURE



PARCS THÉMATIQUES

// THEME PARKS



LOISIR

// LEISURE



TRADITIONS

// TRADITIONS



Albufeira

Algarve | Portugal

Destination d'émotions



www.cm-albufeira.pt

email geral@cm-albufeira.pt

f [albufeira.pt](https://www.facebook.com/albufeira.pt)



FOCUS

VOYAGE D'ÉTUDE 2017

p.9 - 10 - 11 -12 -13

ILS FONT L'ACTUALITÉ CÉDRIC DE OLIVEIRA p.6

**LES ENFANTS ONT DES
DROITS, CIVICA ŒUVRE
POUR LEUR APPRENTISSAGE !**

p.14 - 15

**CIVICA, PARTENAIRE DE
L'EXPOSITION
« LES TRAVAILLEURS FORCÉS
PORTUGAIS DU III REICH »**

p.16

CIVICA SE MOBILISE

**Civica aux côtés des Conseils Municipaux des Enfants
p.19**

**Une collecte pour les enfants hospitalisés
p.20**

Directeur de la publication : Paulo Marques

Rédaction : Marilyne Miranda, Mathieu Soliveres, Paulo Marques, Pedro Capitaio, Sandra Moniz

Graphiste : E fluence

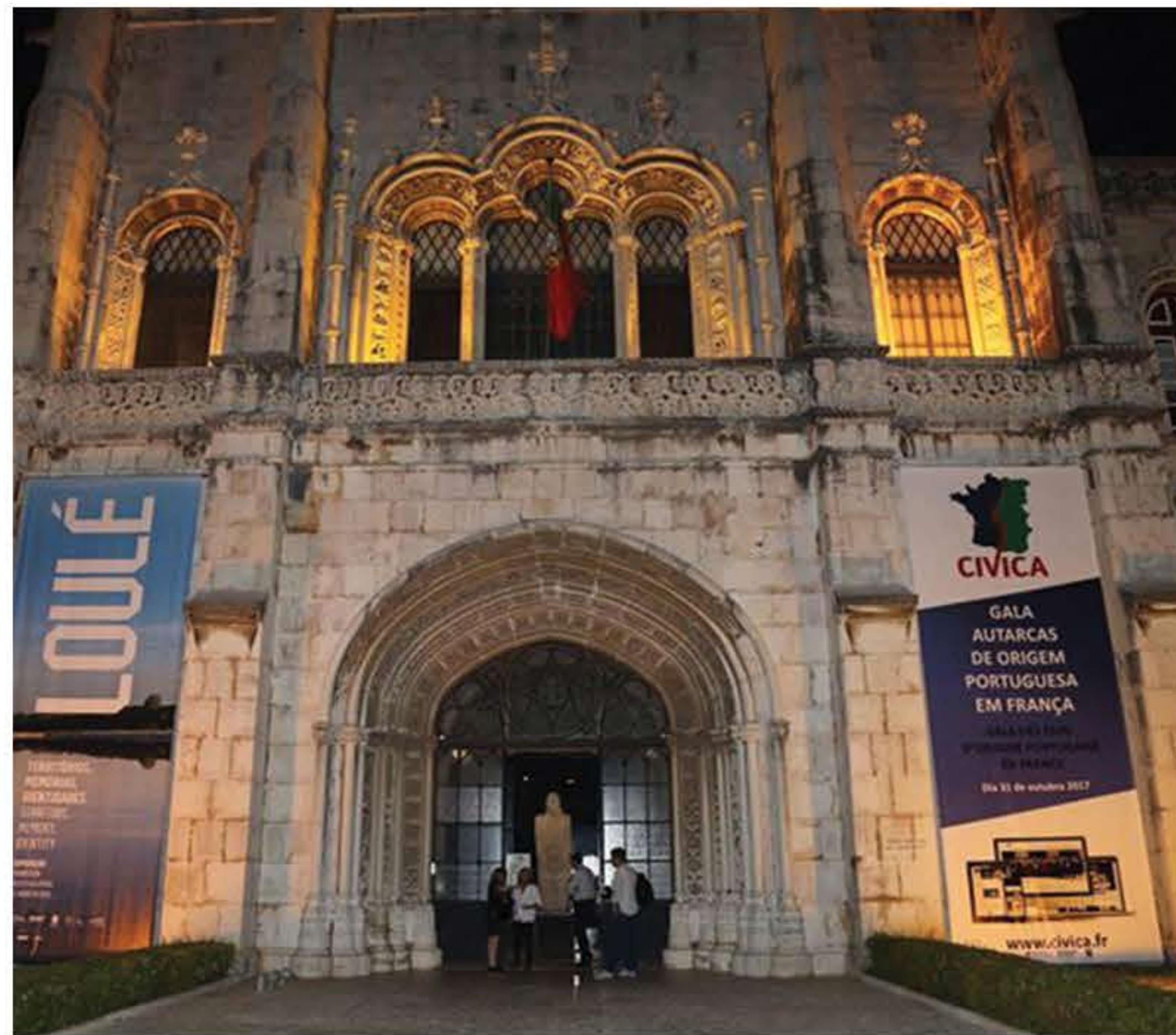
Imprimé en France par : Impack't Nuit

Photographe : Jacques Ribeiro, Ville de Chilly-Mazarin, Ville d'Elancourt, Ville de Plessis-Trévisé,

Association les enfants du Petits pays, Lionel Antoni, Manuel Aparicio

Crédits photos : Fotolia

Régie publicitaire : Marilyne Miranda au 06 37 25 45 89 ou 01 70 91 73 54



”

Il va falloir s'y habituer, la mobilisation de Civica ne faiblit jamais ! Engagée tout au long de l'année 2017 en faveur de l'éducation citoyenne, notre association et nos bénévoles ne comptent pas lever le pied alors que se profilent les élections européennes, occasion rêvée pour exprimer nos envies, nos valeurs et nos attentes pour l'Europe de demain.

À l'aube de ses 18 ans, Civica s'est attachée à redoubler d'efforts pour véhiculer inlassablement ses idéaux. Entouré d'une équipe dévouée et dynamique, j'ai pris énormément de plaisir à représenter notre association partout où sa présence était utile et attendue : des écoles primaires aux lycées, en passant par les forums, les commémorations et les grandes manifestations européennes.

Vous le savez, l'éducation civique et citoyenne s'inculque dès le plus jeune âge et doit se poursuivre tout au long de la vie car il n'est jamais trop tard pour s'emparer du débat d'idées et de participer, même modestement à travers un vote, à la vie de notre démocratie. C'est pourquoi nous avons décidé d'agir concrètement à travers la création et la diffusion à plus de 30 000 exemplaires d'une bande dessinée originale « Moi candidat ! » qui vise à initier les plus jeunes d'entre-nous à l'apprentissage du débat citoyen. Cet outil pédagogique fait déjà le bonheur des enseignants qui l'utilisent et les commandes se poursuivent en prévision des prochaines rentrées scolaires.

Période de pré-campagne électorale oblige, 2018 sera propice aux débats européens. Les européens qui résident en France et veulent participer aux élections européennes qui auront lieu en 2019 auront jusqu'au 31 décembre 2018 pour s'inscrire sur les listes électorales. Nous avons donc décidé de mobiliser et d'informer - grâce au remarquable travail de nos équipes départementales - ces citoyens européens avec la désormais célèbre « carte d'électeur » accessible en portugais, italien ou encore en polonais.

2018 marquera également les 100 ans de l'Armistice et Civica aura l'occasion de se mobiliser fortement en faveur du devoir de mémoire, auprès de nos aînés mais aussi auprès des jeunes générations à qui il revient de prendre le relais, parce que nous ne devons jamais oublier.

Vous l'aurez compris, 2017 s'achève, 2018 s'annonce dense, chargée... en un mot : passionnante !

Profitez de ces quelques jours de repos bien mérités avec ceux que vous aimez.

À l'année prochaine, plus motivés que jamais !



Paulo Marques

Président de l'association CIVICA

Adjoint au Maire d'Aulnay-sous-Bois

Conseiller Territorial Paris, Terres d'Envol

Membre du Conseil d'Opinion de la Radio et Télévision du Portugal

Président de l'assemblée des Portugais de France (CCP France)



CÉDRIC DE OLIVEIRA

Maire de Fondettes et vice-président de Tours Métropole, a été élu vendredi 13 novembre 2017, à la tête de l'association des maires d'Indre-et-Loire. Âgé de 30 ans il a devancé au 2e tour le maire de Chinon, Jean-Luc Dupont par 126 voix contre 102.

« Le rôle joué par l'association Civica est fondamental en ce qu'il permet de créer une relation privilégiée fondée sur la proximité, la confiance et la compréhension mutuelle »



« Donner du sens et de la perspective à notre action »

Félicitations pour cette élection ! Quelles sont vos priorités pour ce nouveau mandat ?

La priorité pour moi est de rassembler le monde rural et le monde urbain, c'est d'ailleurs l'une des promesses de ma campagne. Nous traversons des temps difficiles, il faut se serrer les coudes et rester unis. Ensemble, nous sommes plus forts.

Pour avoir participé au voyage d'étude Civica 2017 au Portugal et pris connaissance des dernières campagnes citoyennes de Civica (bande dessinée, carte électorale, etc.) quel regard portez-vous sur cette association ?

Le rôle joué par l'association Civica est fondamental en ce qu'il permet de créer une relation privilégiée fondée sur la proximité, la confiance et la compréhension mutuelle avec les ressortissants européens en général et nos amis du Portugal en particulier. Ce voyage d'étude a été un réel déclic pour moi. J'ai décidé depuis mon retour de démarcher ces ressortissants européens pour encourager les inscriptions sur les listes électorales pour les élections municipales et européennes. Merci donc au président Paulo Marques ainsi qu'à l'ensemble des membres de l'association pour cette énergie, cet engagement quotidien pour faire vivre l'éducation citoyenne dont nous avons plus que jamais besoin dans nos territoires.

Quelle est votre relation avec vos administrés ? En quoi la réforme sur la taxe d'habitation peut-elle l'affecter ?

La réforme de la taxe d'habitation était une promesse du candidat Macron devenu aujourd'hui Président de la République. La commune a toujours occupé une place à part dans la vie des Français, elle représente la proximité et l'humain. Si demain les communes voient leur marge de manoeuvre réduite, cela signifie une diminution des services publics avec des conséquences directes sur la voirie, les crèches et les services culturels. Je ne suis pas contre le fait de réformer le « mille-feuille » administratif mais il est important de garder la crème de la crème qui correspond aux Maires et aux communes.

Trois années se sont écoulées depuis votre élection, comment envisagez-vous cette deuxième partie de mandat ?

Avec mon équipe municipale, nous souhaitons donner du sens et de la perspective à notre action. Il convient donc en permanence de tenir les engagements pris devant les électeurs, en dressant un premier bilan des trois dernières années, mais également de vérifier la faisabilité des engagements dans un contexte budgétaire particulièrement compliqué. Donner de la visibilité à notre action municipale pour les 10 prochaines années, tout en restant à l'écoute des administrés et des associations, voilà le défi que nous devons relever !

Budget de l'État 2018 : CE QUE LE SÉNAT A VALIDÉ

Mardi 28 novembre, le Sénat a adopté l'ensemble du volet recettes du projet de loi finances 2018 après l'avoir largement remanié. Quels sont les principaux changements ?

Suppression totale de l'impôt sur la fortune

Après la proposition du gouvernement pour la suppression partielle de l'ISF en conservant un impôt sur la fortune immobilière (l'IFI) les sénateurs ont finalement supprimé la totalité de l'impôt sur la fortune. D'après le rapporteur général du budget, Albéric de Montgolfier, il s'agit « d'aller au bout de la route ».

Annulation de la réforme de la taxe d'habitation

La mesure phare du gouvernement prévoyait de supprimer la taxe d'habitation pour 80 % des foyers d'ici 2020, le Sénat a préféré que soit menée « une réflexion d'ensemble qui devra aboutir à une refonte globale de la fiscalité locale » afin de proposer une fiscalité plus juste.

Augmentation du plafond familial

La majorité sénatoriale a adopté un amendement relevant le quotient familial de 200 euros. Il passe alors de 1 527 euros à 1 750 euros par demi-part pour l'impôt sur le revenu 2018. Le but étant de redonner un peu de pouvoir d'achat aux familles.

Suppression des baisses de compensation de l'Etat aux collectivités

Ardent défenseur des collectivités locales, le Sénat a refusé les baisses des compensations de l'Etat aux collectivités prévues dans le budget 2018. Les sénateurs ont supprimé ces réductions portant sur la taxe professionnelle et les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle qui bénéficient à des communes fragiles.

Fiscalisation des revenus supérieurs à 3 000 euros pour les Airbnb

Les sénateurs ont créé un seuil unique de revenus de 3 000 euros pour les utilisateurs de plateformes collaboratives en ligne de type Airbnb, au dessus duquel les particuliers sont fiscalisés comme des professionnels.

Ils ont aussi rétabli la tranche de l'impôt sur le revenu à 5,5 % - supprimée en 2014 - afin d'en élargir l'assiette. Les sénateurs ont adopté des mesures pour lutter contre la fraude à la TVA sur les plateformes en ligne, relevé de 5,5 à 10 % le taux de TVA applicable dans le secteur du logement social, et assorti la mise en place du prélèvement forfaitaire unique (flat tax) d'un dispositif "anti-abus".

Les sénateurs se sont attaqués dès le 29 novembre au volet dépenses du Projet de Loi de Finance dont son examen s'est achevé le 12 décembre.

Lancement officiel de la carte d'électeur Civica en Polonais

Parce qu'il n'y a pas de participation citoyenne sans information, Civica a lancé au mois de novembre, un nouvel outil d'information à destination des ressortissants polonais résidents en France. Cette « carte électorale » aux contenus franco-polonais permet d'obtenir toutes les informations pour effectuer les démarches d'inscription sur les listes électorales.



Le président de Civica présente, aux médias germano-Polonais, la campagne d'inscription électorale dédiée aux ressortissants Polonais résidents en France



Présentée à la mairie d'Aulnay-Sous-Bois par le président de Civica et adjoint au maire, Paulo Marques, cette carte a notamment été distribuée aux associations (Association Cosmopolite village, cosmopolite jeunes), écoles et paroisses fréquentées par la communauté polonaise d'Île-de-France. Une initiative qui va dans le bon sens pour Czeslaw Noster très investi dans le monde associatif et la communauté polonaise de France, qui considère que ce document informatif est « **un excellent moyen d'atteindre le plus grand nombre des ressortissants polonais résidents en France** ».

Salué pour son originalité et sa concision, ce document permettra d'accroître la participation des ressortissants polonais en France lors des prochains scrutins de 2019 et 2020. C'est en tout cas le défi que les autorités polonaises en France et l'association Civica ont choisi de relever pour donner du sens à la construction européenne qui ne peut se faire sans éducation et sans participation citoyenne.

Egalement disponible en version italienne et portugaise, cette carte électorale qui a connu un véritable succès pourraient être proposées à d'autres communautés européennes présentes en France. Si vous souhaitez mettre en place une action de campagne pour les inscriptions aux listes électorales, vous pouvez contacter Civica !

L'Union européenne compte 28 pays (Etats membres)

l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Campagne d'inscription sur les listes électorales des ressortissants européens.

«CITOYEN EUROPÉEN, EXERCEZ VOTRE DROIT DE VOTE.»

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

«VOTER EST UN DROIT, C'EST AUSSI UN DEVOIR CIVIQUE.»

CARTE ÉLECTEUR
DÉLIVRÉE À UN CITOYEN EUROPÉEN RÉSIDANT EN FRANCE

INSRIPTION ÉLECTORALE EN MAIRIE, PAR COURRIER ET INTERNET

Civica
103 rue de Grenelle
75007 Paris

www.civica.fr
contact@civica.fr
01.70.91.73.54

La présente carte est valable pour
LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN
LES ELECTIONS MUNICIPALES

VOUS ÊTES RESSORTISSANTS D'UN PAYS MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

VOUS POUVEZ VOTER EN FRANCE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET MUNICIPALES.

VOUS DEVEZ :

- Être âgé d'au moins 18 ans
- Avoir votre domicile en France ou y résider de façon continue
- Faire une demande d'inscription sur la liste électorale

VOUS DEVEZ FOURNIR LES PIÈCES JUSTIFICATIVES À LA MAIRIE POUR VOTRE INSCRIPTION ÉLECTORALE :

- Pièce d'identité
- Justificatif de domicile
- Formulaire cerfa n°12670*01, n°12671*01 de demande d'inscription

Rejestracja:

Od 1992 roku, Traktat z Maastricht zakłada, że polscy mieszkańcy we Francji mogą głosować.
Nie jesteś zarejestrowany? Na co czekasz ?
Zarejestruj się w gminie przed 31 grudnia !

Internet: www.service-public.fr
w służbie wyborczej gminy
pocztą przesać do gminy

Insription en ligne, en Mairie et par correspondance

Un citoyen européen inscrit sur la liste électorale peut voter pour les élections municipales et pour les élections européennes.

Le voyage d'étude Civica 2017

Coopération européenne et devoir de mémoire

L'association Civica a emmené une délégation d'une cinquantaine d'élus au Portugal du 29 octobre au 1er novembre 2017. Un déplacement placé sous le signe de la coopération européenne à la rencontre d'élus et de pratiques institutionnelles portugaises. L'association a décidé de mettre en oeuvre un projet de devoir de mémoire tourné vers le Portugal en 2018, l'occasion d'échanger avec les maires et représentants politiques portugais sur l'importance de cette action, sur sa mise en place et leur collaboration.



C'est à 4h du matin, dimanche 29 octobre, que les participants du voyage d'étude se sont retrouvés à l'aéroport pour embarquer ensemble vers Faro. L'association Civica a eu le plaisir de compter, dans sa délégation, de nombreux élus : le sénateur Laurent Lafon, les députés Ludovic Mendes et Alain Ramadier, le conseiller régional Arnaud Richard, le maire de Fondettes et président des maires d'Indre et Loire, Cédric de Oliveira, le maire de Vigneux, Serge Poinsot accompagné de la conseillère départementale, Nicole Poinsot.



Invitée à débiter son voyage à Albufeira par le maire Carlos Eduardo Sousa e Silva, la délégation a ainsi pu découvrir des aspects touristiques et culturels de la ville non connus des visiteurs. Après un petit-déjeuner à l'hôtel Epic Sana offert par la municipalité d'Albufeira et le discours d'accueil du président Paulo Marques, le directeur de cabinet Paulo Dias et la directrice de l'office du tourisme Carla Ponte, se sont chargés de présenter les détails du programme.

Découverte du château de Paderne, de la ville de Paderne, déjeuner typique, visite du musée de l'accordéon et de la ville d'Albufeira ont rythmé ce premier jour de voyage. L'équipe municipale souhaitait dévoiler les faces cachées du territoire, une première approche culturelle avant d'échanger sur les techniques, les procédés et les échanges bilatéraux entre la France et le Portugal.



Le maire d'Albufeira a rejoint la délégation pour le dîner, durant lequel il a remercié la présence de Civica et a rappelé la forte relation existante entre l'association et la commune, notamment suite à la présence d'Albufeira au salon des maires d'Ile de France à l'initiative de Civica. Plusieurs élus ont profité de ce moment de partage pour prendre la parole à l'image du sénateur Laurent Lafon, du député Ludovic Mendes, du président des maires d'Indre-et-Loire Cédric de Oliveira, du maire de Vigneux-sur-Seine Serge Poinsot et du conseiller régional Arnaud Richard.

Lundi 30 octobre, une session de travail était organisée à la mairie d'Albufeira dans les salons nobles avec les membres de la municipalité et les élus membres de Civica. Après une introduction par le maire et le président de Civica, différentes thématiques ont été abordées dont les concours internationaux handisport, un projet soutenu par la ville permettant un échange, sur les moyens mis en place concernant la santé et le sport, entre les élus ; l'attractivité territoriale avec l'engouement des Français pour l'Algarve (troisième marché émetteur de la destination) en évoquant aussi les nombreux endroits à faire connaître pour la richesse de l'histoire et de l'environnement ; les échanges institutionnels bilatéraux afin d'optimiser les pratiques et de renforcer la coopération européenne.



En début d'après-midi, la délégation Civica s'est rendue à Cascais pour la suite de son voyage d'étude. C'est à l'hôtel Miragem Cascais que les participants ont pu déposer leur valise avant de se rendre au dîner officiel offert par le maire de Cascais, Carlos Carreiras au Palacio da Cidadela, lieu présidentiel offrant une splendide vue panoramique sur la ville. Reçue par Carlos Carreiras et son adjointe Maria do Ceu Garcia, la délégation a profité d'une prestation de fado avant de dîner dans un lieu rempli d'histoire et de symboles.

Autour de la table, les élus ont pu échanger sur l'éducation citoyenne. Ana de Almeida, adjointe au maire à La-Queue-en-Brie et secrétaire de Civica souligne le rôle important des élus envers la jeunesse : **« nous vivons une époque peu propice à la promotion de l'éducation citoyenne, ce qui à mon sens est une erreur. Néanmoins, les institutions, telles que les municipalités, développent les conseils municipaux des enfants et/ou des jeunes, permettant à ces derniers d'être au cœur de projets qu'ils voient à moyen ou court terme réalisés. Cette approche de l'éducation citoyenne auprès de la jeune génération doit pouvoir s'exporter. »** Suite à la mise en place de l'Assemblée Municipale des jeunes à Cascais, Ana de Almeida a salué le travail local : **« le résultat de cette initiative s'est avéré très positif et nous en sommes ravis. C'est pour nous, membres de Civica, une grande satisfaction de voir que cela ait pu dépasser les frontières de l'Hexagone »**, avant de conclure **« gardons toujours à l'esprit que les enfants sont notre avenir et qu'il est de notre devoir de les sensibiliser dès le plus jeune âge »**.



Le président Paulo Marques a pu évoquer la dernière action de Civica avec les bandes dessinées pour les Conseils Municipaux des Jeunes et des Enfants, une initiative que le maire n'a pas manqué de féliciter.



Le mardi 31 octobre, un programme riche en rencontres institutionnelles attendait les participants. La délégation s'est rendue au centre culturel de la ville de Campo de Ourique (district de Lisbonne) à la rencontre du président de la commune, Pedro Cegonho également président de l'association nationale des communes (ANAFRE). Après quelques mots de bienvenue, deux thématiques étaient à l'ordre du jour : la reforestation et la coopération entre territoires. Suite aux graves incendies ayant touché le Portugal au cours de l'été et de l'automne, les élus portugais et les élus français se sont mobilisés afin de venir en aide aux habitants et aux communes concernées. Un véritable élan de soutien qui a permis aux victimes de recevoir des vêtements, des meubles et autres produits de première nécessité et de réfléchir aux solutions pour lutter contre ces phénomènes.

Lino Ferreira, conseiller municipal à Tremblay-en-France, conseiller territorial Paris Terres d'Envol et membre de Civica a notamment suggéré **« une amélioration des moyens de secours qui passe sans doute par une mutualisation des moyens aériens au niveau européen et à minima entre voisins méditerranéens. Mais, plus important que les moyens, la question de la mise en place d'une véritable politique de gestion agro forestière devient indispensable. Le nord du Portugal doit abandonner le tout eucalyptus. Une priorité doit être donnée à un reboisement plus diversifié. Les régions du nord sont réputées et disposent d'un savoir-faire dans la fabrication de meubles en chêne et sont obligées d'importer cette essence d'arbre qui a quasiment disparue de nos paysage boisés. »**



La délégation était ensuite attendue à l'Assemblée de la République Portugaise pour une visite et un moment d'échanges. Accueillis par le député Portugais et président du groupe d'amitié Portugal-France, Carlos Gonçalves, les élus ont apprécié la visite des lieux. Après quelques mots de bienvenue des députés portugais Carlos Gonçalves et Paulo Pisco, la discussion s'est ouverte sur le rôle des deux Assemblées (France-Portugal) et sur la citoyenneté européenne.



Les députés Alain Ramadier et Ludovic Mendes, le sénateur Laurent Lafon et le maire de Fondettes Cédric de Oliveira ont exprimé leur ressenti et leur approche. Suite aux échanges entre les participants, il en est ressorti une véritable volonté d'augmenter les échanges des deux assemblées et un soutien pour les actions de rapprochement entre la France et le Portugal à travers la coopération économique et les visites d'études. La délégation a ensuite déjeuné au restaurant des députés avant de se rendre à l'Ambassade de France au Portugal.

L'ambassadeur Jean-Michel Casa a reçu la délégation, accompagné de sa conseillère Alix Everard, pour un temps de travail et une visite des jardins de l'ambassade. L'occasion d'aborder le rôle de la France à la commémoration de l'Armistice (100 ans) au Portugal. Il est important pour l'association et les élus français que la France soutienne le projet d'exposition du devoir de mémoire proposé par Civica. Une exposition de 80 images stéréoscopiques de l'époque en 3D au réalisme impressionnant sur un espace de 100 m² avec une installation du Nord au Sud du Portugal. Avec l'aval de la mission centenaire, l'action d'ampleur européenne marquera l'Armistice de la Grande Guerre. Un projet soutenu et encouragé par les membres de Civica qui œuvrent localement pour ce devoir de mémoire.



« Il est très important de mener nos actions afin de transmettre ce flambeau et d'inculquer aux enfants ce devoir de mémoire. Il ne faut pas oublier mais bien se remémorer l'Histoire afin de ne plus vivre les atrocités du passé que n'ont pas connu les nouvelles générations. En transmettant ce flambeau aux jeunes, ils pourront à leur tour transmettre leur savoir afin de ne jamais oublier » insiste Fernando Rodrigues, conseiller Municipal à Meaux et membre de Civica.

Le Président de la République Portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa avait planifié une rencontre avec la délégation Civica, prenant à cœur le rôle des élus français d'origine portugaise en France qui œuvrent quotidiennement pour le bien de leur commune et de leurs concitoyens. Cependant, suite aux ravages des incendies sur de nombreuses communes, le Président du Portugal a adressé une lettre à Civica afin d'excuser son absence, sa place était à ce moment-là près des citoyens en difficulté.



Le voyage d'étude s'est clôturé par le diner de gala Civica au monastère des Hiéronymites (Mosteiro dos Jerónimos) à Belem pour une soirée d'exception avec 80 convives, dont les participants et les invités d'honneur avec lesquels Civica entretient des relations institutionnelles. La soirée a démarré par une exposition de Loulé commentée par le directeur du musée, Antonio Carvalho suscitant l'intérêt des participants, qui ont pu profiter d'une visite privée. Un cocktail a ensuite été proposé avant d'inviter les personnes à rejoindre la salle du diner. Pour l'occasion, l'endroit fut décoré et les invités ont été servis par l'équipe en charge des événements présidentiels. Un diner d'exception accompagné par une violoniste de fado réputée, Natalia Juskiewicz.

« Cette soirée de clôture dans ce lieu fut un moment de grande émotion. Un moment chargé de symbole, sans aucun doute le moment le plus marquant du voyage. Bravo à Civica qui a réussi à réunir autant d'élus de divers horizons. Cette façon d'agir me parait bonne et j'invite tout le monde à rejoindre le président Paulo Marques, pour fortifier cette organisation unique en France et au delà des frontières » a témoigné Cédric de Oliveira, maire de Fondettes et président des maires d'Indre et Loire.



Les enfants ont des droits, Civica œuvre pour leur apprentissage !

Le 20 novembre est la Journée Internationale des droits de l'enfant. L'occasion pour Civica de remercier et féliciter les institutions, les enseignants ainsi que tous les acteurs de l'enfance dont les élus et en particulier les membres de l'association qui participent toute l'année aux actions d'éducation citoyenne auprès des jeunes et des enfants.



UNE SEMAINE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

Cette année encore l'association « Enfants du Petit Pays » présidée par Sandra de Pina Moniz, conseillère municipale à la Verrière et membre de Civica, a organisé une semaine internationale des droits de l'enfant du 14 au 20 novembre 2017, avec pour thème « la santé ».

Collecte de produits d'hygiène, de jouets pour des enfants hospitalisés, rencontres, goûters et animation de soirées, tout avait été prévu par l'association qui préparait cette semaine, depuis plusieurs mois. Une mobilisation couronnée de succès puisque plus de 100 enfants ont pris part à ces animations ainsi qu'au concours de dessin et poèmes. Une initiative visant à donner aux plus jeunes le moyen de s'exprimer avec leurs mots et leurs images, afin qu'ils puissent représenter les droits des enfants.

Des échanges entre enfants et adultes, une soirée-débat avec les collégiens et le visionnage d'un film sur le travail des enfants en République Démocratique du Congo qui n'ont pas le droit à la scolarité ni même à la santé. Les temps forts de cette semaine ont été marqués par des images poignantes qui n'ont pas manqué de faire réagir les collégiens qui ont conclu qu'il était temps « **que les adultes prennent en charge les enfants afin qu'ils arrêtent de souffrir ! Nous avons vraiment de la chance en France.** »

La semaine s'est clôturée par un lâché de ballons des enfants, le vendredi 20 novembre, date de la journée internationale des droits de l'enfant. Un geste symbolique, un message de paix et d'espoir pour que chaque enfant de chaque continent puissent jouir des mêmes droits.

DES VACANCES SCOLAIRES AU PROFIT D'UNE ACTION HUMANITAIRE

Le Conseil Municipal des Enfants de Chilly-Mazarin a profité des vacances scolaires de la Toussaint pour participer à une aventure humanitaire au profit de l'UNICEF. Alors que certains profitent des vacances pour partir, se reposer ou encore jouer entre copains, les enfants du CME de Chilly-Mazarin ont opté pour une action solidaire.

En partenariat avec l'accueil de loisirs « Les Temps Modernes », les enfants ont pu participer à la création de poupées de chiffon nommées « poupées frimousses ». Des poupées qui, lors de leur conception, se voient attribuer par leur créateur une identité qui symbolise un enfant du monde. Cette activité manuelle est l'occasion de sensibiliser les élèves aux droits fondamentaux de l'enfant et au travail mené par l'UNICEF.

Elisabeth Jean, en charge du programme « Frimousses des Ecoles », est devenue bénévole à l'UNICEF par vocation « **j'ai voulu travailler pour les enfants du monde, pour faire avancer l'humanité.** » En effet, de nombreux pays n'ouvrent pas gratuitement le droit à l'enregistrement lors de la naissance d'un enfant. Une situation complexe qui touche pour près d'un tiers des nouveaux-nés ivoiriens et qui a touché Pedro Capitaio, conseiller municipal à Chilly-Mazarin et membre délégué Civica Essonne : « **je tenais à remercier Florence Meunier, coordinatrice jeunesse et du Conseil Municipal de la ville ainsi que les membres du Conseil Municipal des Enfants pour ces confections de poupées frimousses dont la vente permettra de faire un don à l'UNICEF afin d'aider à l'enregistrement des naissances en Côte d'Ivoire. Ainsi des enfants pourront avoir une identité et accéder à l'éducation et à la santé comme tout citoyen. C'est une fierté pour notre commune et ses habitants !** »



Les jeunes élus ont profité du marché de Noël de Chilly-Mazarin, le samedi 25 et dimanche 26 novembre 2017 pour permettre aux Chiroquois d'adopter leurs poupées frimousses et de récolter les fonds.



LE DEVOIR DE MÉMOIRE AU CŒUR DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les élus du Conseil Municipal des Enfants (CME) de Chilly-Mazarin, mandat, ont participé à un travail sur le devoir de mémoire avec l'intervention de monsieur Noguès, petit-fils d'ancien combattant, qui a présenté aux enfants et à plusieurs seniors du Conseil des Sages, un exposé sur le devoir de mémoire.

Cette journée s'est poursuivie par des sorties comprenant le Mémorial de Caen, de la Batterie de Lognes, du Cimetière Américain et des plages du débarquement d'Omaha Beach, encadrée par monsieur Coatannay, conseiller municipal délégué au Conseil Municipal des enfants.

Des membres de Civica ont également profité de la rentrée pour se rendre sur les sites et musées du débarquement et de la bataille de Normandie. Véritable musée à ciel ouvert, la destination "1944 D-Day Normandie Terre de Liberté" regroupe, sur l'ensemble des départements normands, les sites, musées et lieux de mémoire qui traitent du 6 juin 1944 et de l'offensive qui s'ensuivit. Une découverte pour certains ou redécouverte pour d'autres, de l'une des grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale sur le théâtre militaire européen. Civica et ses membres s'imprègnent et agissent pour une multiplication d'actions sur le devoir de mémoire.



Civica partenaire de l'exposition « Les travailleurs forcés portugais du III Reich »

Comme annoncé officiellement le 20 août dernier, l'association Civica met un point d'honneur à soutenir les actions de devoir de mémoire en contribuant à la transmission de l'Histoire par l'information et la sensibilisation du grand public. D'importantes manifestations seront prévues en 2018 pour célébrer le centenaire de la fin de la première guerre mondiale.

Civica s'est naturellement associée à la première exposition consacrée aux portugais condamnés aux travaux forcés durant la deuxième guerre mondiale. Coordonnée par l'historien Fernando Rosas, l'exposition a été mise en place par l'équipe internationale de l'Institut d'histoire contemporaine de la faculté de sciences sociales et humaines de l'université Nouvelle de Lisbonne.

Inaugurée le vendredi 17 novembre au centre culturel de Belém à Lisbonne, l'exposition « Les travailleurs forcés du III Reich » révèle l'existence de victimes portugaises dans le système de « travail forcé » du III Reich mais également celle de prisonniers de guerre portugais. Encore méconnue du public, la participation du Portugal et de ses ressortissants déportés est ici mise en avant.

Cette exposition se compose de photos et d'objets personnels indiquant le parcours individuel des portugais à travers la documentation des archives françaises et du « International Tracing Service » de l'Allemagne. D'après l'historien, près de 400 portugais ont été confinés durant la deuxième guerre mondiale dans des camps de concentration, des prisons ou des « stalag » (camps de prisonniers de guerre) et les recherches ne sont pas terminées.

Paulo Marques, président de Civica était présent à cette inauguration, accompagné de plusieurs élus membres de Civica d'origine portugaise à l'image de Maria de Jesus Carlos, déléguée Civica - Essonne et adjointe au maire de Sainte Geneviève-des-Bois. Pour l'élue francilienne, **« l'enseignement de cette période de l'Histoire doit être poursuivi, à la fois pour toute la communauté franco-portugaise qui ne doit pas oublier son passé, mais également pour transmettre ce devoir de mémoire aux jeunes générations ».**

Un devoir de mémoire qui fait partie des piliers de l'engagement de Paulo Marques, président de l'association et adjoint au maire à Aulnay-Sous-Bois : **« cette exposition est là pour nous rappeler que nous ne devons jamais oublier et inciter tous les élus d'origine portugaise en France à s'impliquer pour le devoir de mémoire, dont notamment, le premier hommage rendu aux trois portugais déportés au camp de concentration de Mauthausen, en Autriche ».**

Suite à l'exposition, le président de Civica a rencontré son Exe. l'ambassadeur d'Allemagne au Portugal, Ulrich Brandenburg avec le ministre des Affaires Etrangères, Augusto Santos Silva et le responsable des travaux de recherche, Fernando Rosas.

L'exposition « Les travailleurs forcés du III Reich » est ouverte au public jusqu'au 22 janvier 2018.

TRABALHADORES FORÇADOS PORTUGUESES NO III REICH

convite

O Presidente do Conselho de Administração da Fundação CCB, Elísio Summavielle, o Presidente do Instituto de História Contemporânea da NOVA/FCSH, Pedro Oliveira, o Presidente da Fundação EVZ, Andreas Eberhard, o Diretor do Projeto, Fernando Rosas, a Diretora do Goethe Institut, Claudia Hahn-Raabe

convidam para a sessão de abertura do Colóquio Internacional sobre «O Trabalho Forçado na Europa Durante a II Guerra Mundial», que terá lugar no próximo dia 17 de novembro, pelas 18:00h na Sala Luis de Freitas Branco, no Centro Cultural de Belém.

Seguir-se-á a inauguração da exposição «Os Trabalhadores Forçados Portugueses no III Reich», no Centro de Reuniões.

1939-1945 II GUERRA MUNDIAL **MEMÓRIA, RESPONSABILIDADE, FUTURO**



L'Ambassadeur d'Allemagne au Portugal, Ulrich Brandenburg et le président Paulo Marques

La journée mondiale de lutte contre les violences à l'égard des femmes

Le mois de novembre rappelle de nombreux droits fondamentaux, dont celui des femmes et des filles dans le monde. A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, Civica rappelle que la violence à l'égard des femmes est l'une des violations des droits de l'homme les plus dévastatrices.



Les inégalités persistent dans le monde entier, empêchant les femmes et les filles d'exercer leurs droits fondamentaux et compromettant les perspectives qui s'offrent à elles. Afin de lutter contre les discriminations sexistes profondément ancrées, de nombreux efforts devront être faits pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, a d'ailleurs proclamé ce 25 novembre l'égalité entre les femmes et les hommes « **grande cause du quinquennat** » avec l'annonce d'une série de mesures pour lutter contre les violences et l'harcelement sexuel. Le Président français a déclaré que « **La France ne devait plus être un de ces pays où les femmes ont peur.** »

Quelques chiffres sur les violences faites aux femmes :

Violences au sein du couple (estimation minimale)

- 225 000 femmes, âgées de 18 à 75 ans, sont victimes au cours d'une année, de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur ancien ou actuel partenaire intime.
- 123 femmes tuées en 2016, par leur partenaire ou ex-partenaire intime « officiel » ou non officiel.

Violence sexuelle (estimation minimale)

- 84 000 femmes, âgées de 18 à 75 ans, sont victimes de viols ou tentatives de viols où dans 91% des cas les agresseurs sont des personnes connues de la victime.

Mutilations sexuelles féminines (hypothèse moyenne)

- 53 000 femmes adultes en 2004, auraient subi des mutilations sexuelles (hypothèse moyenne).

Sources : enquête « VIRAGE », INED, 2016 et Andro A. et Lesclingand M., les mutilations féminines, in Population & sociétés, n°438, INED, Chiffres clés 2012, l'égalité entre les hommes et les femmes

Suite à une décision de justice au Portugal, Carlos dos Reis, Juriste Expert pour la Cour d'Appel d'Orléans, Conseiller des Communautés Portugaises – France et membre de Civica a publié une note soutenant le droit des femmes dans le monde.

« Une lamentable décision judiciaire Portugaise

Je n'ai pas l'habitude de commenter les décisions judiciaires, quelles qu'elles fussent. Il s'agit d'un principe que je considère fondamental comme juriste, et, surtout lorsque je ne connais pas le dossier et encore moins l'exactitude des faits incriminés.

Cependant, aujourd'hui, parce que la décision fut grave et absurde, je ne pouvais point laisser courir cette décision sans réagir d'abord concernant le jugement en première instance rendu par le tribunal de Felgueiras lequel a décidé d'appliquer au mari, pour crime de " violence domestique" la peine d'une année et trois mois de prison, peine que le même Tribunal a totalement suspendue, c'est-à-dire une peine avec sursis, et une amende de 1750 euros pour possession d'une arme interdite.

Il s'agit d'une peine humiliante pour la femme victime d'une violente agression, une agression qui est contraire à l'article 25 de la Constitution Portugaise qui dispose : "L'intégrité morale et physique des personnes est inviolable" et naturellement contraire à tous les autres principes du respect humain.

Plus lamentable fut l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Porto, Juridiction supérieure dans cette affaire : comme par hasard, les accusés n'ont pas fait appel et pour cause, pour eux, cet arrêt fut un "Cadeau de Noël".

Seul le Ministère Public, et avec raison a considéré que les dites peines devaient être augmentées. Le Ministère Public qui est garant de l'ordre public et de la morale croyait que la Cour d'Appel infirmerait le jugement du tribunal de Felgueiras et que suite à cet Appel, la Cour augmenterait pour plus du double les peines des premiers juges. Cependant, rien de cela ne s'est produit, pour le juriste que je suis, avec une formation en " Advocacia " certainement différente mais d'un autre niveau que celle acquise par les juristes portugais, considère ce jugement et cet arrêt comme une aberration judiciaire et digne d'un autre siècle.

«Argumenter que l'adultère de la femme est un très grand "attentat" à l'honneur et à la dignité de l'homme. Qu'il existe des sociétés dans lesquelles la femme adultère peut-être dilapidée et même tuée...»

Que dans la Bible nous pouvons lire que l'adultère de la femme doit être puni avec la peine de mort sont des arguments d'un autre siècle et sans fondement juridique. Nous parlons de la société Portugaise et Européenne. Les magistrats, juges Neto de Moura et Maria Luisa Abrantes ont confondu Justice et Injustice. Que le Ministère Public conteste cette décision est moral, légal et juste, et le même a parfaitement raison de considérer comme erroné la preuve évoquée et la mesure de la peine.

Je suis portugais, j'ai étudié au Portugal mais j'ai eu le privilège de recevoir ensuite une formation d'avocat en France. Effectivement, un tribunal, une cour qui cite la Bible et le Code pénal de 1886 ainsi que les civilisations dans lesquelles l'adultère, est puni par la mort pour justifier que la Société observe avec compréhension la violence exercée par l'homme trompé et humilié, constitue pour moi juriste ou simple citoyen, un scandale, et une ignorance des principes fondamentaux du Droit, professé dans les pays civilisés, dont fait encore partie le Portugal, le Portugal de la Révolution des œillets.

Que des centaines de personnes aient manifesté à Lisbonne, Porto Coimbra etc. contre la décision de Neto de Moura et Luisa Abrantes, Juges près la Cour d'Appel de Porto, lesquels citent comme nous le disions plus haut, la Bible et le Code pénal de 1886, ainsi que les civilisations dans lesquelles l'adultère est puni avec la peine de mort, il est très juste que de nombreuses personnes puissent manifester leur désaccord. Nous sommes ici en face d'une aberration judiciaire. Une décision qui j'espère ne fera pas jurisprudence...

"ERRARE HUMANUM EST", peut-être; mais pas de pardon ! »

Carlos Dos Reis

Une mobilisation dynamique des membres de Civica

Le dernier trimestre de l'année commence par la rentrée scolaire et se termine par les fêtes de fin d'année, deux temps forts marqués par la mobilisation de Civica et de ses membres élus.

CIVICA AUX CÔTÉS DES CONSEILS MUNICIPAUX DES ENFANTS

Suite à la sortie officielle de la bande dessinée de Civica, « **Moi Candidat !** », en octobre 2017, les demandes de dotation ont été nombreuses et les réactions très positives à la découverte de ce nouvel outil pédagogique.

A destination des élèves des écoles primaires et des collèges, les élus-membres de Civica ont fièrement présenté à leur municipalité la bande dessinée.

Les bandes dessinées « **Moi Candidat !** » ont ainsi été distribuées officiellement aux enfants des écoles et des Conseils Municipaux pour accompagner les jeunes élus ou futurs élus durant leur mandat. Le corps éducatif, les municipalités et les associations peuvent dorénavant solliciter Civica, par une simple demande de dotation, afin d'obtenir cet outil d'éducation citoyenne pour les jeunes.

A travers la mobilisation des membres de l'association, la bande dessinée « **Moi Candidat !** » a pu intégrer efficacement plusieurs conseils municipaux des enfants et conseils municipaux des jeunes. La bande dessinée est distribuée aux différents stades d'un conseil Municipal, avant pendant et après sa mise en place. Exemple de ces étapes avec trois conseils municipaux différents.

Zoom sur ...

Le Conseil Municipal des Jeunes d'Andrésey

Jean-Pierre Dos Santos, membre de Civica et adjoint au maire d'Andrésey (Yvelines), a mis à disposition des élèves du Conseil Municipal des Jeunes d'Andrésey, les bandes dessinées « Moi Candidat » pendant les élections. Un moyen pour les électeurs et les candidats de faire le point sur les étapes d'une campagne et d'une élection. L'outil proposé par Civica permet également en période de campagne électorale de susciter l'intérêt des jeunes afin qu'ils s'impliquent et comprennent plus facilement les enjeux d'une élection et d'un mandat.



Le Conseil Municipal des Enfants d'Elancourt

Le maire d'Elancourt (Yvelines), Jean-Michel Fourgous et les élus du Conseil Municipal ont accueilli, en salle du conseil municipal, 25 élèves de CM2 de l'école de la Nouvelle Amsterdam. Ces écoliers forment aujourd'hui le Conseil des Enfants d'Elancourt. Cette assemblée permet aux jeunes de participer à la vie locale et ainsi de développer leur apprentissage de la citoyenneté. Felicidade de Oliveira, membre de Civica et conseillère municipale d'Elancourt a souhaité intégrer la bande dessinée « Moi Candidat » dans les supports remis aux nouveaux élus. A l'issue de la cérémonie de remise des écharpes tricolores, les jeunes citoyens ont reçu des « cartes d'élus » de la ville et la bande dessinée avant de poursuivre avec une visite et la découverte des services municipaux.



Le Conseil Municipal des Enfants du Plessis-Trevisse

Chaque année, les enfants du Plessis-Trevisse (Val-de-Marne) des classes de CM1 et CM2 (8, 9 et 10 ans) se portent candidats pour participer au Conseil Municipal des Enfants. Cette année encore 70 enfants étaient candidats. Après une campagne d'affichage digne d'une réelle campagne d'élection, les enfants ont élu un certain nombre d'entre eux dans une élection proportionnelle aux effectifs dans les écoles, afin d'avoir 33 enfants, comme pour le conseil municipal. Le samedi 7 octobre 2017 a donc eu lieu en présence du maire Didier Dousset, du premier adjoint Alexis Maréchal délégué à la jeunesse et aux finances, ainsi que d'un grand nombre d'adjoints et conseillers, l'intronisation de ces jeunes élus. A la demande de l'élue et membre Civica, Marie-José Orfao, conseillère municipale au Plessis-Trevisse, la bande dessinée « Moi Candidat ! » sera distribuée aux élèves afin de leur expliquer les suites d'une élection, leur transmettre le bon lexique et leur rappeler l'importance de leur rôle.



Une collecte pour les enfants hospitalisés



A l'initiative des élus-membres de la délégation Civica Yvelines, Felicidade de Oliveira, conseillère municipale d'Elancourt et Sandra de Pina Moniz, conseillère municipale de la Verrière, l'association et ses membres se sont mobilisés pour une action de solidarité et de citoyenneté en faveur des enfants du centre pédiatrique des côtes, aux Loges-en-Josas, avec le soutien des Blouses Roses, du 1er novembre au 13 décembre 2017.



Felicidade de Oliveira et Sandra de Pina Moniz se sont entretenues avec la responsable des Blouses Roses, Béatrice Charron, pour établir les besoins des enfants du centre et programmer un après-midi de partage avec les enfants.

« Il est important de rappeler que la magie de Noël ne passe pas forcément par les cadeaux, mais surtout par le don de soi. Tous les enfants n'ont pas la chance de passer Noël en famille. En cette période de fêtes, c'est un honneur pour nous de pouvoir donner de notre temps, de leur apporter un peu de réconfort et beaucoup d'affection » explique Felicidade de Oliveira avant d'ajouter « lorsque Sandra a émis le souhait d'organiser ces actions, il était plus qu'évident que nous puissions lui prêter mains fortes. L'entraide, l'amour et le don de soi sont les valeurs de fêtes réussies. Notre jeunesse a besoin de retrouver des valeurs humaines, de soutien et surtout de croire en eux. »

Cet établissement hospitalier de soins de suites et de rééducation accueille 55 enfants porteurs de cardiopathies et de pathologies respiratoires trachéotomisés. L'établissement disposait de jouets obsolètes et le matériel d'occasion ne peut être mis à la disposition des enfants du fait des microbes. Civica a donc décidé de lancer une collecte de jouets, peluches, jeux, livres neufs, auprès de ces membres et d'organiser une distribution des cadeaux le mercredi 13 décembre après-midi. Les membres ont été réactifs et généreux permettant d'offrir un moment unique à ces enfants contraints de rester au Centre.

Créant l'enthousiasme des enfants, les bénévoles ont préparé la salle avec différents jeux et ateliers ainsi qu'un goûter. Les youtubeurs Ro&Cut ont répondu présent pour cette belle initiative, une vraie surprise pour les enfants. Déguisés en Père Noël et en Elfe, les deux personnages ont accueilli les enfants avec deux gros sacs pleins de cadeaux. Avec un sourire et des étoiles plein les yeux, les enfants ont reçu, un à un, leur cadeau avant de les débiller ensemble et de commencer à jouer. Les bénévoles des Blouses Roses, les membres du Centre, Ro&Cut ainsi que les membres de Civica ont partagé des moments de jeux et de complicité tout au long de cet après-midi. Entre coloriages, jeux de carte, créations de pâtes à modeler, lecture, chaque atelier était apprécié. L'occasion de transmettre un peu de magie de Noël et de laisser un beau souvenir. Deux toiles ont d'ailleurs permis aux enfants et adultes de marquer un mot afin de laisser une trace de cette journée.

Un forum dédié à la citoyenneté et à l'Europe

Civica s'est associée au réseau Citoyens Actifs mené par l'Institut de Coopération Sociale Internationale afin d'organiser un forum entièrement dédié à la citoyenneté et à l'Europe.



Arnaud Breuil, directeur ICOSI et Paulo Marques, président de Civica



Le maire d'Aulnay-sous-Bois, Bruno Beschizza sur l'espace Civica



Le réseau Citoyens Actifs a mis en place une campagne « **Citoyens actifs : le réseau des citoyens européens en Ile-de-France** » qui vise à promouvoir et favoriser la participation des citoyens européens à la vie démocratique locale et européenne.

Cette campagne a permis la rencontre et la mobilisation d'associations représentatives de citoyens européens, dont Civica, afin de permettre l'échange, le partage d'idées, d'expériences et d'expertises dans le domaine de la citoyenneté.

Avec la ville d'Aulnay-sous-Bois et le soutien de l'association Civica, le réseau Citoyens Actifs a organisé le samedi 16 décembre 2017, un forum de la citoyenneté européenne de 9h30 à 19h00 à l'espace-réception Pierre Peugeot d'Aulnay-sous-Bois.

Plusieurs associations européennes de la région Ile-de-France étaient présentes : la Communauté Franco-Polonaise (CFP), la Coordination des Collectivités Portugaises en France (CCPF), Cap Magellan, La Maison Roumaine, La Maison de l'Europe à Paris, Les Jeunes Européens Paris, l'Union des Européens Fédéralistes et bien sûr Civica, avec d'autres associations d'Aulnay-sous-Bois.

Au programme de cette journée : tables-rondes, ateliers thématiques, caricatures, concerts, stands de sensibilisation, expositions artistiques et un buffet aux saveurs européennes, le tout articulé autour de la question du sentiment de citoyenneté européenne.

Le forum se voulait être à la fois un lieu d'échange et de discussion qui permet de réfléchir ensemble à la diversité et à la richesse de ce que peut signifier l'expression « **se sentir citoyen européen** ». Pour développer cette question du sentiment de citoyenneté européenne, deux tables-rondes ont été organisées pour deux problématiques d'actualité « **Les grandes caractéristiques et dynamiques de migration intra-européennes et leurs impacts sur le sentiment de citoyenneté européenne** » avec les intervenants Hadrien Dubucs, maître de conférence en géographie à l'Université Paris Sorbonne et Victor Pereira, maître de conférence en histoire contemporaine à l'Université de Pau suivi de « **Penser l'Europe sociale : comment l'UE peut-elle remettre le bien-être de ses citoyens au cœur du projet européen ?** » avec les intervenants Benjamin Coriat, membre du collectif des économistes attérés, Sofia Fernandes, chercheur sénior sur les questions économiques et sociales à l'Institut Jacques Delors, Michaël Malherbe. Le public avait la possibilité d'interagir afin de créer un réel moment d'échange, de dialogue et réflexion. Le président de Civica, Paulo Marques et le directeur d'ICOSI, Arnaud Breuil ont échangé sur les problématiques et enjeux de la citoyenneté européenne.

Civica était bien sûr présente avec son stand et a présenté ses actions d'éducation citoyenne et européenne aux associations voisines ainsi qu'aux visiteurs, comptant également sur la participation de ces membres tout au long de la journée. Un écran permettait de visionner les premières images du voyage d'étude Civica 2017 au Portugal rappelant l'importance des relations institutionnelles européennes et de la coopération européenne. Le Civica Magazine relatant les actions de l'association et de ses membres ainsi que la bande dessinée « **Moi Candidat !** » était également à disposition, avec des outils d'information citoyenne pour tous.



Civica, invitée par la Maison de l'Europe à Paris, a participé à la réunion d'information sur le programme « Europe pour les Citoyens », le jeudi 23 novembre à Paris.

L'occasion d'évoquer avec Christine Maretheu, responsable Europe et citoyenneté européenne du CIDEM, les différents projets portés par la Maison de l'Europe. Les axes principaux sont la citoyenneté, le devoir de mémoire et la connaissance. Investie et concernée dans les projets d'éducation citoyenne, de citoyenneté européenne et de devoir mémoire, l'association Civica a pu s'informer et échanger avec d'autres représentants partageant les mêmes motivations.

ENGAGEZ-VOUS AVEC CIVICA

En 2018, engagez-vous pour la citoyenneté pour tous et rejoignez l'association Civica !



OUI, je souhaite rejoindre Civica

M. Mme.

Prénom _____ Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Mail _____

Profession _____

Élu Oui Non

Fonction _____ Territoire _____

Signature :

Je joins un chèque de 25 € à l'ordre de Civica - Civica - 103 Rue de Grenelle - 75007 Paris

À ne pas manquer :

5 février 2018 : 18 ans de Civica

18 mars 2018 : Congrès annuel Civica

10-11-12 avril 2018 : Forum Civica au Congrès de l'AMIF (Association des Maires d'Ile-de-France)

9 mai 2018 : Journée de l'Europe

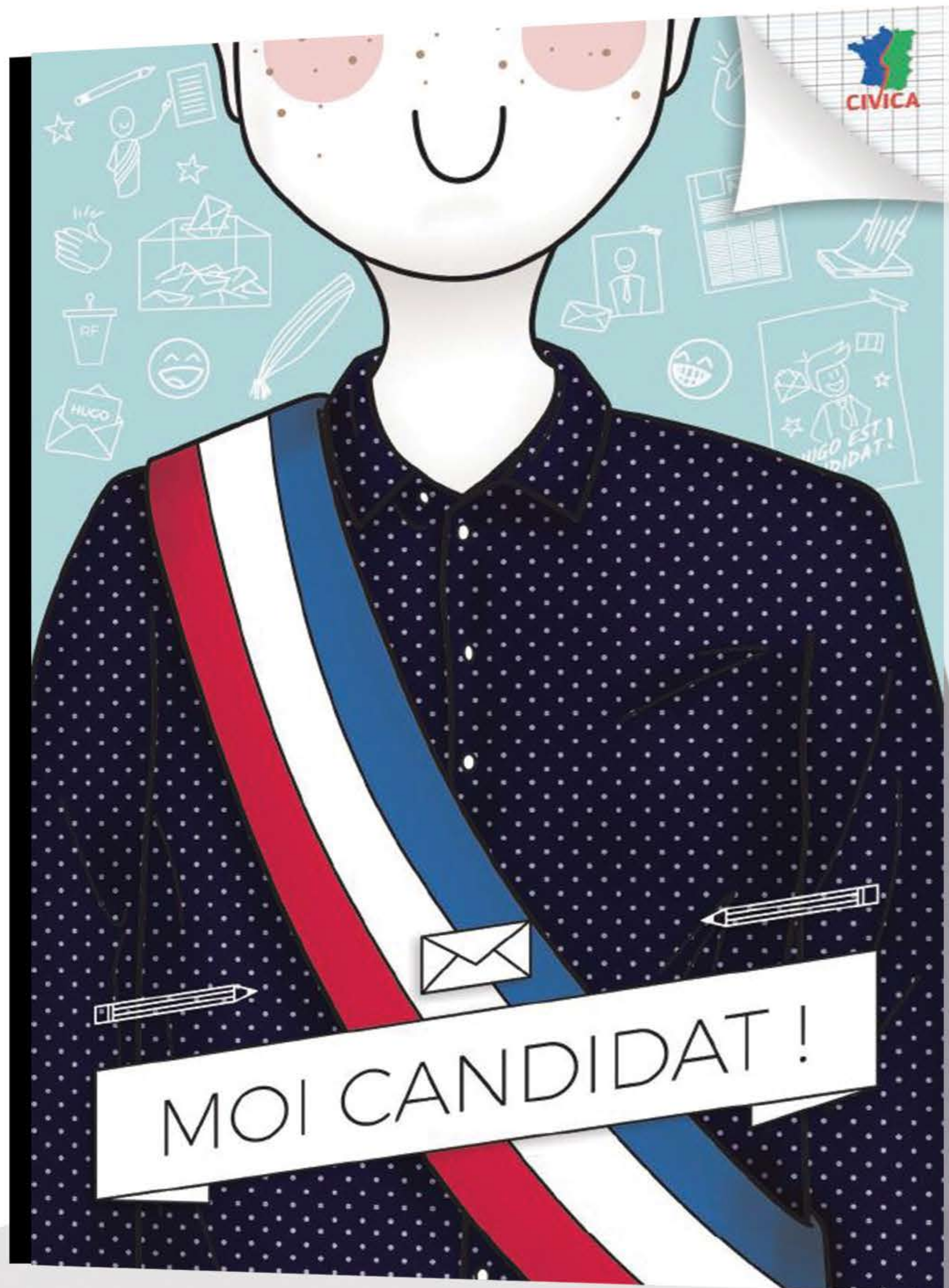
20 mai 2018 : Fêtes de l'Europe

10 juin 2018 : Forum Civica aux Portes Ouvertes du Parlement Européen

août à octobre 2018 : Exposition au Portugal 1914/1918 « De lagrimas e de lama »

15 septembre - 20 octobre 2018 : Installation des Conseils Municipaux des enfants - BD « Moi Candidat ! »

novembre 2018 : Visites d'étude au Portugal



Vous ne l'avez pas encore demandé ?

Faites votre demande de dotation sur www.civica.fr

ou bien par mail à contact.civica@gmail.com

SAVE THE DATE
CONGRÈS CIVICA 2018

dimanche 18 mars 2018
Hôtel National des Invalides à Paris – Musée de l'Armée

18 ans de Civica !

Réservations obligatoires
auprès de Marilyne MIRANDA
Mail : contact.civica@gmail.com
Téléphone : 06 37 25 45 89 – 01 70 91 73 54



06 37 25 45 89 - 01 70 91 73 54

contact.civica@gmail.com - contact@civica.fr

www.civica.fr

Civica

103 Rue de Grenelle

75007 Paris